

Traité de Sèvres, défaite des Ottomans : un centenaire oublié

écrit par Martin Janecek | 12 août 2020



Les amateurs d'histoire se rappellent que le 10 août 2020, cela fait exactement un siècle que fut signé le traité de Sèvres mettant fin à l'état de guerre entre l'Empire ottoman d'un côté, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie de l'autre.

Les patriotes français se diront, avec nostalgie, que ce fut peut-être le moment où leur pays était le plus grand, le plus fort, le plus respecté. Par le traité de Versailles, la France s'était vu restituer l'Alsace et la Lorraine. Les traités de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon entérinèrent la disparition de l'empire des Habsbourg, le principal rival de la France pendant des siècles.

Le traité de Sèvres fut signé par le sultan Mehmed VI, cependant qu'Istanbul était occupée par les Français, les Britanniques et les Italiens. Les alliés de l'Entente réalisèrent ainsi un rêve de générations des chrétiens qu'un jour un messenger viendra leur annoncer : « Frères, nous avons reconquis Constantinople ! »

Le califat ottoman qui, allié de l'Allemagne, avait déclaré le djihad à la France et à ses alliés, devait maintenant renoncer à toutes ses provinces arabes. Celles-ci furent transformées en mandats, exercés au nom de la Société des Nations, par la France et la Grande-Bretagne. La France reçut le mandat sur la Syrie et le Liban. Le traité de Sèvres lui accordait en plus une zone d'influence au sud de l'Anatolie, autour de la ville d'Adana. L'Italie occupait la région d'Antalya.

Le traité accordait à la Grèce une grande partie de la Turquie d'Europe, ainsi que la région de Smyrne (Izmir) en Asie mineure.

Les vilayets de Van, Bitlis, Trébizonde et Erzurum devaient être attachés à l'Arménie, devenue indépendante.

Les régions peuplées majoritairement par les Kurdes devaient obtenir un statut autonome.

Les principes de la Déclaration Balfour de novembre 1917 furent repris dans l'article 95 du traité de Sèvres : *« Les Hautes parties contractantes sont d'accord pour confirmer, par application des dispositions de l'article 22, l'administration de la Palestine, dans les frontières qui seront déterminées par les principales puissances alliées, à un mandataire qui sera choisi par lesdites puissances. Le mandataire sera responsable de la mise en exécution de la déclaration originairement faite par le Gouvernement britannique et adoptée par les puissances alliées, en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. »*

Malheureusement, le traité de Sèvres n'a jamais été réalisé, du moins pas intégralement.

L'on peut dire que le pire était le sort des Grecs. Ceux-ci avaient été neutres au début de la Première Guerre mondiale. Ils se sont laissé entraîner dans le conflit par les promesses des Alliés de récupérer les régions ottomanes peuplées toujours par les Grecs. Mais peu après la signature du traité de Sèvres, les Turcs renversèrent la monarchie et reprirent les combats. La France et l'Italie eurent déjà assez de pertes de

guerre et abandonnèrent leur allié grec. La Grèce dut accueillir un million et demi de réfugiés. Trois cent mille Grecs d'Asie Mineure préférèrent se convertir à l'islam et se mettre à parler turc pour pouvoir rester chez eux.

La même année qu'était signé le traité de Sèvres se déroula le congrès de Bakou, où commença la politique soviétique d'alliance avec le monde musulman, contre les intérêts occidentaux. Mirsaïd Sultan-Galiev, l'un des principaux dirigeants bolcheviks tatars, y prônait la fusion du communisme et de l'islam et la formation d'un grand État turco-tartare. En décembre 1917, en réponse aux accusations de certains Tatars lui reprochant d'avoir trahi son peuple, il déclara, au sujet des bolchéviks : *« Ils ont lancé un appel à tous les musulmans de la Russie, annonçant que Istanbul doit rester entre les mains des musulmans. »* Ils ont fait cela, alors que les troupes anglaises occupent Jérusalem, appelant les Juifs : *« Rassemblez- vous rapidement en Palestine, nous allons y créer pour vous un État. »*

En octobre 1921, la Turquie conclut avec la Russie soviétique le traité de Kars. Par ce traité, les Russes restituèrent aux Turcs un territoire perdu en 1878. La Turquie put aussi bénéficier de l'armement soviétique dans sa lutte contre la Grèce, l'Arménie, la France et l'Italie.

Il serait erroné de penser que tout ceci ne relève que d'un passé lointain, sans aucune relation avec nos problèmes actuels. Il est naturel que ceux qui redoutent aujourd'hui l'islamisation de la France, voire de l'Europe, se préoccupent avant tout de l'invasion actuelle par des immigrants musulmans et sont en colère contre leurs dirigeants qui ne veulent pas s'y opposer.

Mais la Turquie représente aussi une très grave menace. Actuellement, on assiste à l'expansion turque en Syrie et en Libye. Après un accord conclu en novembre dernier avec le chef du gouvernement libyen Faïez Sarraj, le président de la Turquie Recep Tayyip Erdogan a déclaré : *« Grâce à cette coopération militaire et énergétique, on a renversé le traité*

de Sèvres. » Rappelons que la Libye faisait partie de l'Empire ottoman jusqu'à 1912, la Syrie jusqu'à 1918.

Aujourd'hui, Erdogan rêve de reconstituer un tel empire. Né en 1954, Erdogan fut maire d'Istanbul de 1994 à 1998. En 1999, il fit quatre mois de prison pour avoir récité des vers d'un poète nationaliste islamiste Ziya Gökalp : « *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats.* » En 2003 Erdogan devint Premier ministre, en 2014 président de la République. Rappelons que dans sa jeunesse il faisait aussi du théâtre et il écrivait. Notamment une pièce intitulée Maskomya (Mas-Kom-Ya : Mason-Komunist-Yahudi, ou Maçon-Communiste-Juif) qui présentait la franc-maçonnerie, le communisme et le judaïsme comme des périls menaçant la Turquie.

En 2010, au sommet annuel de la Ligue arabe, Erdogan déclara : « *Considérer Jérusalem comme la capitale indivisible de l'État hébreu, comme le font les Israéliens, est une folie. Jérusalem est la prunelle des yeux du monde musulman. (...) On ne peut accepter aucune atteinte israélienne à Jérusalem et aux lieux saints musulmans.* »

En 2008, Erdogan s'adressant à quelques 20 000 Turcs à Cologne, en République fédérale d'Allemagne, déclara : « *L'assimilation est un crime contre l'humanité.* »

Le Vatican dénonça la « christianophobie institutionnelle en Turquie. » Edmond Farhat, nonce apostolique à Ankara, affirma que « la liberté religieuse n'existe que sur papier dans ce pays. »

L'on sait que récemment, Erdogan ouvrit la basilique Sainte-Sophie au culte musulman. Construite comme une église chrétienne, elle fut convertie en mosquée après la conquête turque de Constantinople. Après l'abolition du califat en 1924, la basilique devint un musée, où l'on ne célébrait ni le culte musulman, ni le culte chrétien. Maintenant, elle est redevenue une mosquée.

Espérons que cela aidera à ouvrir les yeux de tous les

incorrigibles qui sont encore partisans de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, qu'il s'agisse de masochistes « multiculturalistes », ou de simples entrepreneurs et hommes d'affaires n'ayant aucun autre idéal que leur profit.

Il existe encore un problème, lié à la Turquie, dont on parle très peu en France. C'est l'existence du mouvement pantouranien, ou panturquiste. Il s'agit d'une volonté d'unifier tous les peuples, parlant des langues turco-tartares, voire tous les peuples, dont les langues sont qualifiées d'ouralo-altaïennes par les linguistes. Il s'agit d'un mouvement qui naquit au XIX^e siècle, mais qui s'est beaucoup renforcé après le démembrement de l'Union soviétique. Ainsi, en octobre 1992, une réunion historique des chefs d'État des pays turcophones (Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan et Kazakhstan) s'est tenue à Ankara. Les partisans de ce mouvement voudraient y inclure également la province chinoise de Sin-Kiang, autrefois appelée le Turkestan chinois, ou le Turkestan oriental.

En Turquie actuelle, le panturquisme est représenté notamment par le Parti d'action nationaliste, coopérant avec le mouvement dit "de Loups gris". En 1992, ceux-ci s'infiltrèrent en Azerbaïdjan et aidèrent Aboulfaz Eltchibéï à devenir président de la République. Ce sera le début de l'implantation des Loups gris dans les républiques anciennement soviétiques.

L'on se souvient que Mehmet Ali Agca, membre des Loups gris, tenta d'assassiner Jean -Paul II sur la place Saint-Pierre à Rome. Cela ne serait-il pas une agression assez grave contre les valeurs qui sont les nôtres ?

<https://ripostelaique.com/traite-de-sevres-defaite-des-ottomans-un-centenaire-quelque-peu-oublie.html>